



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté n° 8590-2022 du 11 janvier 2022
accordant dérogation au principe de l'urbanisation limitée pour l'ouverture à l'urbanisation de 7000 m²
sur la commune de PAGNY-SUR-MEUSE dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité du PLU
avec la déclaration de projet relative à l'implantation d'une station d'hydrogène

La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des palmes académiques

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.142-4, L.142-5 et R.142-2 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;

VU le plan local de l'urbanisme (PLU) de PAGNY-SUR-MEUSE approuvé le 4 mars 2020 ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Commercy-Void-Vaucouleurs (CC-CVV) en date du 1 juillet 2021 prescrivant, pour l'implantation d'une station d'hydrogène par l'entreprise Distry, une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de PAGNY-SUR-MEUSE ;

VU la demande de dérogation à l'urbanisation limitée présentée par la CC- CVV le 3 septembre 2021 et complétée le 17 septembre 2021 afin de pouvoir ouvrir à l'urbanisation le solde de la parcelle cadastrée ZI n°103 le territoire communal de PAGNY-SUR-MEUSE ;

CONSIDÉRANT que le solde de la parcelle concernée par la demande de dérogation à l'urbanisation limitée est actuellement en zone agricole du PLU de PAGNY-SUR-MEUSE;

CONSIDÉRANT qu'en application du 1° de l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme, dans les communes où un SCoT n'est pas applicable [...], les zones naturelles, agricoles et forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT qu'il peut être dérogé à cette disposition en application des dispositions de l'article L. 142-5 du même code avec l'accord du Préfet donné après avis de la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et de l'établissement public chargé de la procédure d'élaboration du SCoT ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable rendu par la CDPENAF lors de sa séance du 7 septembre 2021 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la CC-CVV, établissement public chargé de la procédure d'élaboration du SCoT sur son territoire, rendu lors de sa réunion du 2 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace ;

CONSIDÉRANT que l'urbanisation envisagée ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRÊTE

Article 1er : La dérogation au 1° de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme, sollicitée par la CC-CVV dans le cadre de la déclaration de projet relative à l'implantation d'une station d'hydrogène emportant mise en compatibilité du PLU de PAGNY-SUR-MEUSE, afin de pouvoir ouvrir à l'urbanisation le solde de la parcelle cadastrée ZI n°103, situé en zone agricole, soit 7000 m², est accordée.

Article 2 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

La Préfète,



Pascale TRIMBACH